



La lecture des textes de Christian Mahieux, parus sur le site Alencontre, puis repris dans la revue de Solidaires, « Les Utopiques », nous semble être un bon outil de travail pour dresser d'abord l'inventaire de plus de 6 mois de mobilisation (voir liens). Nous avons retenu 3 questions essentielles, abordées dans le texte de Ch Mahieux, mais qu'il nous semblait nécessaire d'approfondir, l'unité syndicale et les manifestations, le blocage du pays n'a pas eu lieu, la question politique dans le mouvement social.

Tout au long du conflit des textes d'appréciations de la situation à un moment donné, des bilans intermédiaires, ont été publiés, nous n'allons pas les citer ici, mais si vous êtes « amis » de l'UPT, vous les retrouverez facilement sur nos pages FB et twitter.

D'autres vont apparaître dans les semaines à venir tel l'interview de Sophie Beroud donné à l'École Émancipée.

Malgré une forte opposition à la réforme des retraites, des millions de manifestant e s, l'intersyndicale n'a pas su aller au-delà des manifestations.

1-La mystification de l'intersyndicale, jusque dans les rangs du gouvernement pour mieux...taper sur ceux qui sortaient des clous.

Au départ l'unité de toutes les organisations syndicales autour du refus de passer de 62 à 64 ans l'âge de départ à la retraite semblait être une victoire à portée de main, en combinant le refus massif de l'opinion (toujours en cours) avec des mobilisations de masse à répétition des salariés. Les millions de manifestant e s et des dizaines de millions de citoyen n e s, transformés en une force tranquille pour faire plier Macron, cela a marché en 1995, mais cela ne pouvait pas marcher en 2023.

Construire une mobilisation intersyndicale sur le seul levier d'une accumulation toujours plus grande de manifestant e s d'une date à l'autre, ne fonctionne que si le nombre des grévistes augmente de la

même façon et si les ingrédients d'un blocage sont en place. Très vite on a vu que ce n'était pas le cas. Espacer la première journée de grève de la deuxième peut être un outil tactique pour préparer la suite, mais en aucun cas une stratégie qui peut durer des mois. Nous le savons depuis longtemps. Pour autant cela ne signifie pas que la majorité des salariés étaient en attente d'un appel à la grève générale, nous y reviendrons. Ce qui est déterminant dans les premiers jours d'un combat de cette nature c'est la capacité de l'intersyndicale à faire progresser et radicaliser la mobilisation dans un temps court, en nombre de manifestants, en nombre de grévistes, en actions de blocage du pays. C'était la fermeté de l'intersyndicale contre la force tranquille des manifestations, qu'il fallait choisir.

Depuis longtemps la droite comme la gauche avaient décidé d'en finir avec la menace des manifestations de masse susceptibles de battre un gouvernement...depuis 1995 ! La gauche comme la droite a été perturbée par la défaite de Juppé et le retrait de son projet de loi sur les retraites sous la pression de millions de manifestants. Lire la "Politiques du désordre - La police des manifestations en France" Pages 232 et 233.(Fabien Jobard et Olivier Fillieule). Dès lors la droite, comme la gauche ont juré qu'elles ne reculeraient plus devant des manifestations aussi massives soient elles, pour en finir avec « le syndrome Juppé » Ne pouvant interdire les manifestations, droite et gauche ont transformées celles-ci en des lieux et des moments dangereux par des interventions de plus en plus violentes de la police. Cette tactique du faire mal et du faire peur, pour dissuader le plus de monde possible de venir à la manif suivante, a pris de l'ampleur dès la loi travail de 2016 et sans aucun doute a eu un impact important sur la participation aux manifestations. Enfin l'utilisation de la police et de la gendarmerie, comme le bras armé d'un pouvoir minoritaire épouse parfaitement l'évolution politique des forces de l'ordre. Tous les sondages montrent que dans la police comme dans la gendarmerie, majoritairement les fonctionnaires et les militaires votent à l'extrême droite, Le Pen Zemmour. Dès lors la matraque, la grenade et le revolver, ne sont plus que le prolongement du bulletin de vote en faveur de l'extrême droite. Le bulletin de vote et les armes sont les mêmes outils pour s'en prendre à des catégories sociales jeunes, femmes, noirs et arabes, syndicalistes détestés de la même façon par le RN et les policiers et gendarmes. Macron, n'aime pas les syndicats. Les policiers n'aiment pas ceux et celles qui répondent à l'appel des syndicats. Les conditions sont remplies pour que les violences policières dans les manifestations se résolvent à un moment donné comme un refus d'obtempérer !



2-Les salariés n'ont pas répondu à l'appel de l'intersyndicale à bloquer le pays.

Il a été question de blocage du pays, mais pas de grève générale. Probablement que celles et ceux qui convoquent depuis 1995 la grève générale vont râler, convoquée en 2003, 2010, 2016, 2019, 2023.. S'il s'agissait d'une affaire juridique sans aucun doute cette grève générale qui ne s'est jamais présentée, aurait été amenée devant un tribunal avec huissiers et gendarmes. Mais si elle ne s'est jamais présentée et si les huissiers ne l'ont pas trouvée, c'est que peut être elle n'est plus là. La dernière fois que certains s'en sont vu c'était il y a 55 ans en mai et juin 68.

Peu probable donc qu'elle réapparaisse avec des habits vieux de 55 ans dans un pays où les syndicats sont plus nombreux mais moins forts, beaucoup d'usines ont disparues, le collectif a cédé la place à une autre organisation du travail et le lien de subordination du patron sur les employés est totalement oppressant. En examinant ces faits et bien d'autres on comprend mieux pourquoi la grève ne se généralise pas. En 1936 comme en 1968, la grève démarre chez les ouvriers de l'aéronautique (Latécoère Toulouse 1936 et Sud Aviation Saint Nazaire 1968 l'aristocratie ouvrière en quelque sorte), la grève s'étend rapidement, dans la plus part des usines car il y a des syndicats capables de faire vivre une plate forme revendicative. Ce n'est plus cas il y a des trous énormes dans le tissu industriel (pas de syndicats) qui empêchent la généralisation de la grève dans une zone industrielle, dans une ville, dans une branche, dans le pays. Les moyens de communication n'ont pas résolu le problème, contrairement à ceux qui pensaient que les réseaux sociaux avaient remplacé le tract et l'ag. La grève est un acte politique qui ne peut être décidé que par les salarié e s réuni e s en assemblée générale pour la voter, pas en signant une pétition sur Facebook.

Mais dès lors que l'on met le doigt sur la faiblesse des syndicats, on met le doigt sur la faiblesse de la combativité. Il n'y a pas eu d'appel à la grève générale en 1936 et 1968, elle s'est généralisée vite parce que la combativité était là. Les salarié e s dans beaucoup d'usines et de services se sont emparé e s d'une grève pour en faire leur grève. Il est toujours étonnant d'entendre et de croire que si les syndicats avaient appelé à la grève générale elle aurait eu lieu. Si les syndicats n'appellent pas à la grève générale c'est parce qu'ils savent qu'elle ne sera pas suivie ! La grève générale n'est pas simplement une grève qui se généralise, c'est un affrontement avec le pouvoir en place et c'est peut être là qu'est le nœud du problème. Nous y reviendrons



On ne sait pas, pas bien pourquoi ceux et celles qui fabriquent de l'acier, des voitures, des avions, des bateaux ...n'ont pas participé à la grève et/ou ne l'ont pas reconduite... L'absence des secteurs industriels dans les combats collectifs est une vieille histoire que l'on peut situer au milieu des années 70. Des fermetures d'usines en série (Péchiney, chantiers navals, sidérurgie...) Très

rapidement émerge un autre front de luttes avec la grève des PTT, des banques, des impôts, celui des services publics et du tertiaire, qui prennent la place des grandes usines de la métallurgie (dernière grève d'un groupe de la métallurgie, Peugeot 2009). En 1995 ce sont les cheminots, en 2003 les enseignants. Il faudra attendre 2010 avec l'entrée en lutte des raffineurs pour noter un retour d'un secteur industriel, la chimie à la pointe de la lutte. En 2016, 2019 ce sera de nouveau le secteur public qui dominera des luttes. En 2016 il n'y a pas de secteur dominant à la tête du conflit contre la loi travail et l'émergence de Nuit Debout.

Notons aussi un fait bien connu, quand les routiers annoncent leur participation, a un mouvement d'ensemble, dans les jours qui précèdent la grève des négociations s'ouvrent et elles aboutissent. Dans les pays capitalistes la logistique est un rouage essentiel de son fonctionnement. S'il y a des grains de sable dans la logistique, on se rapproche d'une généralisation de la grève et de l'augmentation des tensions avec le pouvoir. Il faut lire et étudier le texte, paru dans lundimatin : « Comité Invisible - Le pouvoir est logistique. Bloquons tout ! »

A partir du moment où les salarié e s ne se sont pas approprié le mot d'ordre de blocage du pays, la bataille était perdue. Rapidement on a vu des interventions de plus en plus violentes de la police dans les manifs, sur les piquets de grève. Un des enjeux de cette bataille était d'écraser les syndicats, comme le rappelle Ch.Mahieux, la brutalité de la police contre les SO syndicaux à plusieurs reprises, rappelle que dans la France de Macron les syndicats comptent peu. Même la CFDT. Rappelons enfin que les syndicats ne sont plus en mesure de protéger celles et ceux qu'ils/elles appellent à descendre dans la rue. Quand le gouvernement autorise une manifestation, il l'a livré à la police pour introduire des ingrédients d'interdiction ! Les faits récents peuvent laisser penser que le gouvernement chaque fois qu'il décrètera une manifestation à risque, il l'interdira. Ainsi il pourrait ne pas y avoir de manifestations contre les violences policières !

Il n'est pas sûr que l'embellie constatée en cours de conflit pour les syndicats, soit durable, car la défaite est lourde +2 ans de travail et les sanctions qui vont frapper des centaines de militant e s vont probablement jouer sur ces nouveaux adhérents. Les syndicats, avaient dit que l'essentiel était de les garder !

(https://syndicollectif.fr/vague-dadhesion-aux-syndicats/?fbclid=IwAR2fuVopTI8VsbRHwuL6tFbCwb2DPSeLjXO5vFTjDyXywg6vi0aa6uf4f_8)

Pour conclure ce chapitre rappelons que la grève n'est pas un outil de lutte dépassé, il est utilisé en permanence dans les conflits partiels, souvent par des salarié e s peu habitué e s à la lutte (commerce...) et qui décident la grève naturellement. Ce qui est devenu problématique avec le temps c'est la non participation de secteurs entiers de la production aux luttes collectives, ceci est un obstacle majeur à la généralisation des conflits. Ch Mahieux a raison de signaler la faiblesse du syndicalisme interprofessionnel, mais plus que cela nous avons peu élaboré sur ce que devrait être une stratégie de luttes sociale au XXIème siècle. Les syndicats ont peu élaboré sur la stratégie de lutte qui prenne en compte les rapports de force et l'arsenal répressif du gouvernement. Que faut-il bloquer en priorité et comment ? Médiapart a publié des reportages (Le Havre) montrant que le port était bloqué seulement par une minorité (CGT), FO et la CFDT n'étaient pas là. Si on ramène ces faits, la faible participation dans les blocages à la force des manifestations et au poids du refus de cette

réforme dans la société, on se dit que l'intersyndicale a raté quelque chose. Ce quelque chose est le prix à payer pour l'unité avec la CFDT et sa vision du verre à moitié plein, les grandes manifestations. CGT, FSU, Solidaires n'ont pas su se servir efficacement de cette situation exceptionnelle, pour construire entre les journées de grève nationale, des initiatives fortes de blocage, la construction de grèves sur les salaires... pour faire reculer le gouvernement. Le mouvement de 1995 a obligé Juppé à retirer son projet parce que les temps forts du mardi et jeudi étaient reliés par une grève reconductible forte (Mais que faire entre deux manifestations texte 1 Ch Mahieux). Tétanisées par la présence de la CFDT, semble-t-il, ces trois syndicats, n'ont pas voulu voir le verre à moitié vide, de peur de briser l'unité ! La CFDT s'est déclarée opposée aux blocages mais n'a pas menacé au moins publiquement de se retirer de l'intersyndicale. Le pouvait-elle ?

3- Si on lutte contre la réforme des retraites on lutte aussi contre ceux qui la promulguent et qui bafouent la démocratie.

Le mouvement social s'est déroulé durant une période de forte inflation, toujours en cours, qui a pu être pour certaines catégories de salariés un frein à la participation à la grève. Il n'est pas normal que les syndicats, sous prétexte que la question centrale était la retraite n'aient pas su et/ou voulu que se déclenche en même temps des conflits sur les salaires, dès lors il était illusoire d'appeler au blocage du pays. Les syndicats auraient beaucoup à apprendre des luttes écologiques : luttes symboliques et luttes de masse, désarmement. Faire des actions symboliques pour alerter, essaimer et radicaliser, quand le processus démocratique est épuisé. Des passerelles existent sur l'eau, l'automobile, la lutte contre l'A69 mais il manque un engagement plus clair, plus tranchant des syndicats. De même il est utile de prendre du temps pour croiser des analyses qui prospèrent au-delà de la sphère syndicale sur des sites alternatifs, sur les réseaux sociaux.

Mais reste un sujet difficile, celui du rapport entre les syndicats et les partis politiques. Ce sont bien les syndicats qui organisent la lutte dans les entreprises, négocient, déposent le préavis de grève mettent en place le blocage... Personne n'a jamais proposé de mettre ces tâches sous la responsabilité d'un parti, même si le PC et PS en ont beaucoup usé par le passé. Rien n'interdit que les syndicats agissent, discutent, manifestent avec les partis et cela a lieu en permanence. Durant le conflit social nous avons assisté à quelques échanges entre les syndicats la NUPES et la LFI. Avec du recul et la défaite, on voit bien que l'idée d'organiser une convergence entre celles et ceux qui menaient la lutte dans la rue et ceux et celles qui menaient le combat à l'assemblée pour s'opposer au recul de l'âge de la retraite avait du sens. Parce qu'elle pouvait faire vivre une idée toujours présente dans tout mouvement social, qu'y a-t-il après le conflit ? Y a-t-il une alternative ? Le pouvoir a redouté cette jonction, mais il s'est trouvé dans les syndicats comme dans la NUPES suffisamment de dirigeants pour refuser, au nom de la Charte d'Amiens, toute idée de convergence entre la bataille dans la rue et la bataille à l'assemblée. Il n'est pas utile de s'appesantir sur les faits. Mais ce moment explique surtout les limites politiques de l'intersyndicale dont la seule hypothèse était une montée impétueuse du nombre de manifestants sans progression de la grève et des blocages. Alors que certains guettaient une rupture de la CFDT, on a vu se vider petit à petit les cortèges de ses manifestants, les grèves se rapetisser. L'essentiel de l'intersyndicale, donc la CGT et la CFDT ont considéré que les agissements de la LFI au début du conflit et à l'assemblée nationale rendaient impossible toute convergence entre les syndicats et la NUPES. Dès lors on s'étonne que dans les

syndicats et/ou dans les autres forces de la NUPES, ne soit pas apparu une proposition alternative d'action corrigeant les « errements de la LFI » et organisant une jonction partis et syndicats. En réalité l'intersyndicale n'a pas voulu faire apparaître, la NUPES, comme une alternative politique au gouvernement, à côté de la majorité de la population et des millions de grévistes.

On ne sait pas comment la majorité de la population hostile à cette loi aurait perçu une bataille commune entre la gauche et la rue. On sait que dans l'histoire récente la grève en partie gagnante de 1995 a permis à la gauche (PS-PC-Vert) de gagner la majorité à l'assemblée lors des élections en 1997 (Le bilan de la gauche plurielle PS-PC-Vert est une calamité, mais ce n'est pas le lieu d'en parler). La NUPES avec d'autres pouvait construire un mouvement à côté de l'intersyndicale, sans porter atteinte à son indépendance et qui fasse le lien entre les différents fronts de lutte, salaire, réchauffement climatique et le changement politique indispensable. C'est à l'illusion autour d'une intersyndicale « apaisée » contre une NUPES « bordélique » que s'est heurté le refus de donner un débouché politique à la lutte contre la réforme des retraites et pour sortir du piège de la grève générale qui n'aurait pas lieu.

Ce sera une grève, qui bousculera le pouvoir en place, avec toutes ses facettes, grèves, manifestations blocages, désarmement... et combinera les luttes de ces dernières années et la volonté d'inscrire celles-ci dans le changement politique.

Le gouvernement n'a pas perdu de temps après avoir battu les syndicats sur les retraites, il a courbé l'échine le temps que les casserolades s'épuisent et il est reparti à l'assaut de l'autre front de lutte qui conteste sa politique sur le changement climatique, les soulèvements de la terre. En même temps la police qui a fait preuve d'une violence sans retenue dans les manifestations, retraite, Sainte soline... et permis in fine l'adoption de la loi, a exécuté deux jeunes Alhoussein, Nahel en Charente et en région parisienne. Pendant que le pays s'embrasait, dans divers endroits du pays, la police n'a pas hésité à recourir à l'aide fournie par des milices d'extrême droite.

Nous aurions tort de minimiser la tentation fasciste, elle est bien là. Les syndicats de policiers y pensent et le gouvernement, ses ministres, des députés se sont habitués à cette possibilité. Même dans la gauche libérale cette idée ne fait plus peur. Si nous ne voulons pas vivre une situation à l'italienne, mais qui sera probablement moins pacifique, compte tenu de la force du mouvement social, très vite il faudra sortir de la défaite des retraites et ouvrir d'autres perspectives.

Pour avancer en même temps sur la question de l'alternative politique et des luttes sociales, il faut parvenir à construire un front qui unifie les luttes en cours. Luttes sociales, luttes écologiques, lutte pour la démocratie. Nous ne parlons pas ici de convergences de luttes, qui laisseraient supposer que tout fusionnerait pour faire un, une sorte de grève générale sans le dire. Toutes les luttes ont leur logique et leur rythme propre et un rapport d'indépendance aux autres forces (leur charte d'Amiens). Il faut respecter cela car c'est la clef du succès. Mais le raidissement du pouvoir sur toutes les questions sociales, écologiques, démocratiques et le recours systématique à la violence témoigne à la fois de la fragilité de ce dernier et du danger pour la démocratie. De toutes ces luttes il est nécessaire et utile d'en extirper des points communs d'en faire une plate forme de luttes et d'agir vite.

Gilles Da-Ré Juillet 2023

<https://alencontre.org/europe/france/france-six-mois-de-manifestations-et-de-greves-on-en-cause-i.html>

<https://alencontre.org/laune/france-six-mois-de-manifestations-et-de-greves-on-en-cause-ii.html>

<https://alencontre.org/europe/france/greves-et-manifestations-en-france-3.html>

<https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/bataille-des-retraites-400-plaintes-et-deja-deux-proces-contre-des-militants-cgt-de-lenergie-062318540>

<https://www.contretemps.eu/dossier-police-racisme-etat-glissement-autoritaire-macron-france/>

<https://ecoleemancipee.org/revue-101-mai-juin-2023/>